

Initiatives ministérielles

En Ontario, les gens de ma circonscription sont maintenant en mesure de mettre en parallèle les différentes stratégies. La nôtre est équilibrée, mesurée et réfléchiée et elle cherche à atteindre des objectifs bien établis, alors que la stratégie du gouvernement provincial conservateur, pratiquement un gouvernement réformiste, en fait, consiste à sabrer aveuglément dans tout. Il y a deux façons d'atteindre nos objectifs et les Canadiens nous invitent à adopter l'approche libérale.

J'ai besoin de parler aux députés des gens de ma circonscription qui souffrent à cause de la stratégie conservatrice. Ils ignoraient qu'on allait réduire leur chèque de sécurité sociale de 20 p. 100. On ne le leur avait pas dit. Il aurait fallu qu'ils le lisent dans les journaux, ce qui n'était pas à la portée de tout le monde. C'est tout à fait déraisonnable et inhumain, et ce n'est pas ainsi que doivent agir des gouvernements.

Malgré ce qu'affirment certains, il est faux de dire qu'on doit administrer les gouvernements comme des entreprises. Les gouvernements sont là pour aider les citoyens. Il faut administrer en ayant cela à l'esprit. C'est donc avec beaucoup de fierté que j'appuie la stratégie du gouvernement, qui consiste à administrer les affaires publiques de façon équilibrée, mesurée et stable.

Dans nos discussions, un certain Dave Levac a soulevé une question qui inquiète les gens, celle de la responsabilité du gouvernement. Nous savons que nous devons mieux réussir à faire connaître nos objectifs aux gens et à nous évaluer en fonction de ces objectifs. M. Levac a suggéré que les ministères qui ne dépensent pas tout l'argent qu'on leur attribue pour un exercice donné devraient utiliser ce qui reste pour réduire le déficit. Ce n'est pas une mauvaise idée, mais cela pourrait être très complexe et entraîner des coûts administratifs. Cependant, ce que mes électeurs disent, c'est que le gouvernement a encore beaucoup de chemin à faire pour convaincre les Canadiens qu'il dépense vraiment les deniers publics de façon efficace. J'accepte ce point de vue. Il nous faut travailler plus efficacement à cet égard.

• (1255)

Enfin, mes électeurs sont tout à fait d'accord avec un gouvernement qui s'occupe de l'aspect social, de ce qui touche directement aux gens, à la population canadienne. Ils ont dit que l'aide gouvernementale à l'économie, aux industries et aux entreprises, sous forme de subventions, est probablement le secteur où le gouvernement devrait continuer d'effectuer des compressions. Laissons le marché se débrouiller tout seul.

Tout au long des audiences du Comité des finances, nous avons entendu des membres de chambres de commerce et de divers autres organismes représentant le monde des affaires affirmer qu'ils pourraient mieux se tirer d'affaire sans subventions. Le gouvernement devrait procéder à des compressions dans les secteurs que les Canadiens lui montrent du doigt. Telle devrait être notre stratégie. Je songe à M. Lobb qui a dit lors d'une de mes réunions populaires: «Je me réjouis de ce que le

gouvernement a effectué davantage de compressions dans les secteurs des affaires et de l'économie que dans les programmes sociaux.»

Je propose que nous poursuivions cette stratégie. Nous ne devons pas oublier que les gouvernements sont au service des Canadiens. Notre gouvernement ouvre toutes grandes les anti-chambres afin que les Canadiens puissent prendre part au débat budgétaire, qui revêt une si grande importance pour chacun de nous. Nous adoptons une approche raisonnable qui comporte des objectifs et des engagements, et nous honorons maintenant ces engagements. Nous sommes à stabiliser le marché pour lui conférer une certaine crédibilité. Nous nous occupons à offrir un soutien social à l'ensemble des Canadiens.

[Français]

M. Pierre Brien (Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, aujourd'hui, on débat d'une motion qui vise à féliciter le gouvernement pour son travail dans le secteur des finances publiques. Vous comprendrez qu'on ne partage évidemment pas cette opinion.

J'ai écouté avec attention la députée du Parti libéral qui vient de s'exprimer et je reviendrai un peu plus loin sur ses propos. Mais elle a dit, vers la fin de son discours, qu'elle était contente car des citoyens lui avaient dit que son gouvernement n'a pas réduit son déficit en s'attaquant aux plus démunis, mais qu'il l'a fait plutôt en coupant les subventions aux entreprises et des choses du genre.

On va remettre cela en perspective plus loin, parce qu'elle devrait peut-être fournir les données ou les chiffres à l'électeur qui lui a fait cette affirmation parce que c'est tout le contraire. Les secteurs qui ont été principalement touchés depuis l'arrivée du gouvernement au pouvoir—et c'est ce que j'expliquerai un peu plus loin—sont les transferts aux provinces et l'assurance-chômage. Ce sont largement ces deux secteurs, ajoutés à une certaine croissance économique, qui ont fait en sorte que le gouvernement a réduit son déficit.

Dans le cas de l'assurance-chômage, en plus, il s'agit d'une réduction artificielle. J'expliquerai tout cela en détail, mais je parlerai également du processus de consultation prébudgétaire comme tel, qui n'en était pas à sa première année cette année, mais à la deuxième. Je suis loin d'être sûr que le processus s'améliore avec les années. Peut-être qu'en ce qui concerne les détails techniques, tels qu'organiser des tables rondes plutôt que des audiences de témoins, c'est meilleur. Sauf que quand on consulte des gens sans balises, sans paramètres, comme on l'a fait cette année, on se retrouve dans une situation où les groupes qui comparaissaient, qui avaient à répondre à quelques questions déterminées par le ministre des Finances, n'avaient pas de sens précis où aller, n'avaient pas nécessairement accès à des données mises à jour, lesquelles on a reçues seulement qu'après les consultations. Je parlerai donc également de tout cela.